

# LE SNEP-FSU rencontre la ministre des sports

Le 7 juillet dernier, Benoit HUBERT et Gwénaëlle NATTER étaient reçus par la nouvelle ministre des sports, Laura Flessel, en présence de sa directrice de cabinet et d'un représentant de la DRH des ministères sociaux.

La ministre a l'ambition **d'amener le sport partout** (question interministérielle) : dans l'éducation, les entreprises, les EHPAD, etc. Développer la pratique de tous pour lutter contre la sédentarité et les violences, promouvoir le sport comme vecteur d'intégration, pas-



ser du haut niveau vers la haute performance (pour améliorer le classement de la France), avoir une France en bonne santé, qui bouge, avec de l'éthique et un axe diplomatique à développer, sont au cœur de cette ambition. Il s'agit pour elle de donner **l'envie de pratiquer** et la **fierté d'être sportif**, par un travail de **co-construction** avec les différents partenaires. Elle consulte d'ailleurs les organisations syndicales, le mouvement sportif (fédérations) et les autres ministères (Education Nationale, Supérieur&Recherche, secrétariat d'Etat aux personnes handicapées).

Sur la partie **Jeunesse et Sports**, la ministre a entendu l'alerte et la démotivation des personnels. Une nouvelle structuration des services semble possible, mais la sortie de la gestion des personnels par les ministères sociaux n'est pas à l'ordre du jour. Elle indique que les textes PPCR pour les personnels JS sont à la signature des différents ministres concernés.

Concernant **les relations entre le sport et l'école**, le SNEP-FSU a souligné la nécessité de sécuriser les enseignants d'EPS et de faire respecter les horaires obligatoires, avant d'envisager les relations entre le sport civil, l'EPS et le sport scolaire. Le SNEP-FSU propose,

pour faciliter ces relations, de développer les sections sportives scolaires et les options EPS. La ministre retient cette idée et prend note des freins à lever dans la profession (EPS).

D'autres sujets ont été abordés : les formations aux métiers du sport (JS / STAPS / organismes de formation privés fédéraux et/ou marchands) ; le sport-santé ; la pratique des personnes en situation de handicap et les problèmes d'obésité des jeunes ; etc.

Lors de cette audience, **le SNEP-FSU s'est démarqué** en prouvant, documents à l'appui, qu'il avait travaillé les différentes questions pour aboutir à des propositions concrètes et réfléchies. Il a ainsi remis à la ministre des sports ses 10 propositions pour le sport, son bulletin sport spécial JOP (oct 2016), les revues contrepieds sur le colloque Sport Demain Enjeu Citoyen, sur la santé, sur le handicap, sur la mixité...

Fort de sa connaissance et de sa représentativité à l'Education Nationale comme à Jeunesse & Sports, le SNEP-FSU se positionne comme un partenaire incontournable. Espérons que cette rencontre avec la ministre des sports en appellera d'autres ...

[gwenaelle.natter@snepsu.net](mailto:gwenaelle.natter@snepsu.net)

## 100 PREMIERS JOURS DE MACRON : le masque tombe !

Elu début mai, E. Macron et E. Philippe ont constitué leur gouvernement avec une coloration et une orientation bien libérale. Les mauvais coups n'ont pas tardé à tomber : baisse des APL, suppressions des emplois aidés, casse du droit du travail par ordonnances qui va donner lieu à une première mobilisation le 12 septembre à l'appel de la CGT et de Solidaires. La FSU soutient bien évidemment cette action dans le droit fil de notre engagement l'an dernier dans le mouvement social contre la loi El Kohmri avec 14 journées d'action.

Le salariat privé est à nouveau attaqué quand, dans le même temps, les intérêts des plus favorisés se trouvent toujours mieux protégés.

Dans la Fonction Publique, les attaques sont tout aussi violentes. Ainsi c'est le choix de ce gouvernement de remettre en place le jour de carence en cas d'arrêt maladie, alors que cette journée de carence est quasiment compensée pour tous les salariés du privé. C'est la décision de geler à nouveau la valeur du point d'indice et ainsi renouer avec les 6 années de gel que nous avons subi depuis 2010 et qui portera la baisse de pouvoir d'achat des fonctionnaires à près de 9% depuis

2010. C'est la décision d'un éventuel report du calendrier PPCR. C'est la suppression programmée de 120 000 postes dont 50 000 à l'Etat avec des conséquences évidentes sur les recrutements et du coup sur la mobilité. C'est la volonté d'augmenter la CSG de 1,7 % pour compenser les aides consenties par l'Etat aux entreprises.

Pour le SNEP et la FSU, ces choix politiques et économiques sont non seulement inacceptables pour les personnels mais cela contribuera à nourrir la récession. C'est pourquoi la FSU proposera aux fédérations de fonctionnaires de mettre en place une journée spécifique d'action Fonction Publique, début octobre, au moment de la période prévue pour les négociations salariales annuelles.

Face à ces décisions, qui s'inscrivent dans la continuité des politiques menées depuis des années, il nous faudra développer une large mobilisation pour faire entendre nos voix et peser sur les choix gouvernementaux.

[polo.lemonnier@snepsu.net](mailto:polo.lemonnier@snepsu.net)